

**Grippe A(H1N1)**

# Le virus continue sa progression

## L'Ontario déplore la mort d'une autre adolescente

ISABELLE PARÉ

Deux nouveaux décès attribuables à la grippe A(H1N1) sont survenus au cours du week-end, dont celui d'une jeune Ontarienne de 12 ans, portant à 97 le nombre de personnes décédées au Canada au cours de la pandémie actuelle.

L'Ontario, où la mort foudroyante d'un adolescent a créé tout un émoi la semaine dernière, a été une fois de plus touché, avec le décès d'une adolescente et celui d'une femme atteinte de maladie chronique de la région de Niagara, dont l'âge et l'identité demeurent inconnus. Au total, cela porte à 33 le nombre de personnes fauchées par la grippe depuis le début de la pandémie en Ontario, où les cliniques de vaccination ont été prises d'assaut.

Là-bas comme au Québec, les autorités ont relancé les appels au calme au cours du week-end. Samedi, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc, a soutenu que la population ne devait pas céder à la panique, même si les doses de vaccin contre la grippe A(H1N1) ne sont pas disponibles en nombre suffisant pour répondre à la demande. «La panique est très mauvaise conseillère dans ce genre de situation», a-t-il dit, en faisant le point samedi sur la première semaine de vaccination.

Les Québécois devront en effet prendre leur mal en patience puisque l'on prévoit cette semaine des pénuries dans les livraisons à travers le pays. La

société GlaxoSmithKline ne sera en mesure de fabriquer que 400 000 de doses du vaccin avec adjuvant, au lieu des 1,3 à 1,5 million attendues par les autorités. Et cela, en raison des demandes faites par les gouvernements de fabriquer en priorité le vaccin sans adjuvant, destiné aux femmes enceintes.

Ironiquement, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a depuis révisé ses directives (vendredi), et soutient qu'un vaccin adjuvé peut être donné sans danger aux femmes enceintes, puisque les études faites sur les animaux ne démontrent aucun effet néfaste sur le fœtus.

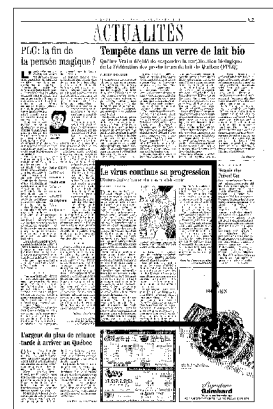
Au Québec, où l'on ne recense toujours aucun décès lié au virus H1N1, 167 personnes ont toutefois été hospitalisées, dont quatre sont toujours aux soins intensifs. «Nous sommes bel et bien dans la deuxième vague. Les cas confirmés de grippe sont en hausse. Il y a progression du virus dans les différents milieux de vie», a fait valoir samedi le Dr Alain Poirier, directeur national de la santé publique du Québec.

Pour l'instant, Québec préconise toujours la vaccination prioritaire des clientèles vulnérables, notamment des enfants de moins de cinq ans, où l'on observe le plus de complications à l'heure actuelle. Suivront ensuite les femmes enceintes et les malades chroniques. Pas question de vaccination dans les garderies ou les CPE, a tranché le Dr Poirier.

À terme, le Québec recevra

suffisamment de doses, mais leur réception sera progressive, d'où l'importance de respecter la séquence de vaccination prévue, a insisté le ministre Bolduc. Les contrôles seront en conséquence resserrés dans les sites de vaccination et des preuves de résidence pourront être exigées. Au cours des prochains jours, le Québec recevra le vaccin sans adjuvant destiné aux femmes enceintes qui le souhaitent.

*Avec La Presse canadienne et Canadian Press*



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
**Québec préconise toujours la vaccination prioritaire des clientèles vulnérables.**

<b>Le Journal de Quebec (Quebec, QC)</b>			Order/Commande <b>607352</b>
Date <b>31.10.2009</b>	Circ. <b>100226</b>	Page <b>18</b>	<b>1 / 1</b>

-----

### Quel beau gouvernement!

Félicitations à Jean Charest et à Raymond Bachand qui sont en train d'analyser des manières de taxer de plus en plus les Québécois en augmentant tous les tarifs, sauf les garderies. On ne coupe pas dans les dépenses, on laisse faire pour la réingénierie de l'État, mais on va chercher dans les goussets des contribuables encore plus d'argent pour financer la dette et essayer de maintenir le déficit, qui est présentement de plus de 212 milliards et qui augmente de 287 \$ à la seconde. Par contre, lorsque nous étions en temps de prospérité économique en 2003 et que Jean

Charest nous avait promis des baisses de un milliard annuellement pendant cinq ans, je cherche encore dans mes fonds de tiroir où est passé cet argent. Y a-t-il quelqu'un qui a profité de ces baisses utopiques pendant toutes ces années? Le permis de conduire a plus que doublé, l'assurance médicaments a explosé, Hydro-Québec a augmenté depuis 2003 de plus de 20 %, la TVQ devra augmenter peut-être de 2 % à partir de l'an prochain et la classe moyenne se dirige lentement mais sûrement vers la classe pauvre. Si j'étais un contribuable qui gagnait 500 \$ par semaine et que j'en dépensais 800 \$, croyiez-vous que je continuerais longtemps mon

train de vie ou devrais-je couper dans mes dépenses?  
**Daniel Baillargeon, Charlesbourg**



## NÉGOCIATIONS DU SECTEUR PUBLIC

# Le front commun dépose ses demandes

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Des conditions de travail améliorées ou de meilleurs salaires. Le front commun des employés de l'État a tenu un discours ambigu quant à ses priorités dans la discussion qui s'est amorcée hier par le dépôt des demandes syndicales au gouvernement.

Au cours de sa tournée de consultation dans plus de 13 villes, un des dirigeants de la coalition syndicale qui représente les 475 000 syndiqués de l'État n'a pas senti que les membres plaçaient leurs demandes salariales au sommet de leurs priorités.

«Ce qui est remarquable, c'est que les membres qui se sont exprimés n'ont pas nécessairement parlé d'entrée de jeu de leurs salaires, de leurs conditions de travail... Ce qu'on a surtout entendu, c'est qu'ils veulent pouvoir faire leur travail», a expliqué Gilles Dussault, du Secrétariat intersyndical des services publics.

«J'en ai entendu parler des salaires... Mais cela n'a pas été le discours dominant. Et j'ai été surpris de ça», a-t-il résumé.

Selon lui, «dans le secteur de la santé, les infirmières ne

sont plus capables d'endurer. Elles partent ou se font engager par des agences privées». À son avis, le problème de l'organisation du travail doit être réglé afin d'éviter que le gouvernement doive se tourner vers des consultants bien plus coûteux.

«On ne veut pas faire prévaloir les questions d'organisation du travail sur les questions de traitement de base. Mais c'est remarquable, les gens disent qu'ils voudraient rendre de meilleurs services. Les gens qui sont en contact direct avec la clientèle nous disent qu'ils ne sont plus capables de donner les services.»

Le front commun a tenu une conférence de presse hier après une petite démonstration de force; 300 syndiqués environ manifestaient quand les ténors syndicaux sont allés transmettre officiellement leurs attentes aux négociateurs du Conseil du Trésor.

Aux côtés de M. Dussault, Claudette Carbonneau de la CSN et Michel Arsenault de la FTQ ont tenu à vite remettre le projecteur sur les demandes salariales. «Les gens veulent une convention complète. On est dus pour une mise à jour sur les deux plans (salaires et conditions de travail). Il vient un temps où lorsque les

conditions salariales ne sont plus ajustées, les gens se sentent méprisés», a résumé M<sup>me</sup> Carbonneau.

«Quand tu veux des services de qualité, il faut que la rémunération soit correcte», a insisté Michel Arsenault, pour qui les employés du secteur public ont un «rattrapage à faire» du côté salarial par rapport au secteur privé.

Dans ses demandes déposées hier, le front commun réclame un total de 11,2 % d'augmentation de salaire sur trois ans – une hausse de la masse salariale de 3,2 milliards. Pour M<sup>me</sup> Carbonneau, un nouveau décret des conditions de travail – comme cela a été le cas avec la loi 142 il y a cinq ans – «serait une catastrophe, ce serait la première fois qu'il y aurait deux décrets successifs».

Dans un communiqué, Monique Gagnon-Tremblay, présidente du Conseil du Trésor, a promis hier de «discuter avec ouverture et transparence» avec les centrales afin d'en arriver «à une entente signée malgré le contexte budgétaire difficile».

Québec, qui promet de répondre rapidement aux demandes syndicales, dispose de 60 jours pour déposer ses propositions.

**« Les gens qui sont en contact direct avec la clientèle nous disent qu'ils ne sont plus capables de donner les services. »**



# Une campagne digne d'une « téléréalité », estime Harel

SARA CHAMPAGNE  
ET DAPHNÉ CAMERON

Je veux être et je serai la mairesse de tous les Montréalais, a assuré hier Louise Harel, la candidate à la mairie de Vision Montréal, en faisant le point sur la campagne électorale en compagnie de ses candidats.

« Ni moi, ni vous, ni aucun Montréalais ne s'attendait à une telle campagne électorale, l'équivalent d'une téléréalité.

Je savais que ma candidature menacerait des intérêts, mais à ce point-là... »

M<sup>me</sup> Harel a entrepris l'avant-dernière journée avant le vote, hier, en accordant une entrevue à l'émission *Daybreak*, sur les ondes de la radio de langue anglaise de Radio-Canada. À 11h, elle a ouvert sa conférence de presse en mentionnant qu'en 28 ans de vie politique, elle avait vu peu d'élections aussi importantes. Puis, elle a répété qu'elle entend nommer un commissaire à l'éthique si elle est portée au pouvoir demain soir. « Je vais aussi réclamer du gouvernement une commission d'enquête publique pour faire la lumière sur les scandales. L'enquête policière est nécessaire pour faire la lumière sur le passé, mais il faut démanteler le système qui a conduit à toutes ces enquêtes. »

Selon M<sup>me</sup> Harel, les électeurs qui voteront pour le maire sortant Gérald Tremblay

se prononceront en faveur du « statu quo », alors que ceux qui choisiront de porter au pouvoir Richard Bergeron voteront pour un saut « dans l'inconnu ».

En réaction au sondage Angus Reid-*La Presse* qui place à égalité les trois candidats à la mairie (Harel 34 %, Bergeron 32 %, Tremblay 30 %), l'ancienne ministre des Affaires municipales a rejeté l'idée de former une alliance avec Projet Montréal.

« Richard Bergeron a mené une campagne *one-man show*. Il n'a pas présenté son équipe. Et la seule personnalité de sa campagne a été le juge John Gomery, qui n'est même pas candidat. Je suis incorruptible, nous réussissons face à des lobbies puissants. »

En appui à M<sup>me</sup> Harel, Pierre Lampron, son nouveau bras droit depuis le départ de Benoit Labonté dans la controverse, a ajouté que contrairement à Richard Bergeron, l'ancienne ministre a « le leadership et le courage nécessaires ». Les candidats ont applaudi quand il a ajouté que pour diriger Montréal, il faut « une équipe ».

Après le point de presse, M<sup>me</sup> Harel s'est rendue à Pointe-aux-Trembles, au centre Mainbourg, où l'on trouve plusieurs organismes, des logements subventionnés et un centre de la petite enfance. Elle a visité des gens qui jouaient au bingo et à la pétanque avec l'équipe des

candidats. Sans oublier un passage dans une résidence pour personnes âgées, en fin de journée.

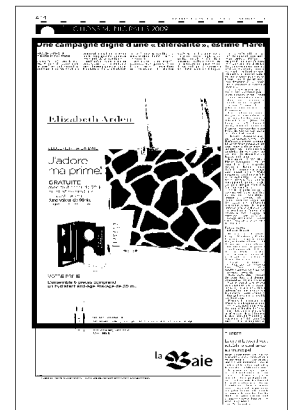
## Pas de crainte de diviser le vote

De son côté, le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, a réagi au sondage Angus Reid-*La Presse*, à 13h, devant une cinquantaine de partisans réunis pour un brunch dans un local électoral de la rue Ontario, en disant qu'il ne craint pas de diviser le vote au profit de l'un de ses adversaires.

« Ce n'est pas comme cela que l'on gère la question à Projet Montréal, c'est une vieille manière de faire de la politique », a-t-il dit.

Avec 32 % des intentions de vote, Richard Bergeron semblait flotter sur un nuage. « Notre parti correspond aux attentes de la population. Ce n'est que justice aujourd'hui que nous soyons à quelques jours d'une victoire qui devient probable », a-t-il déclaré.

Hormis des entrevues dans d'autres médias pour commenter une augmentation possible du fardeau foncier de 16 % au cours des quatre prochaines années, dans le cas d'une réélection, Gérald Tremblay n'a pas eu d'activités publiques hier. Et il n'a pas donné suite à une demande d'entrevue de *La Presse*.



# Help us stay in public sector, workers urge province

## COMMON-FRONT NEGOTIATIONS

### Employees want 11.25% pay hike over 3 years

**KEVIN DOUGHERTY**  
GAZETTE QUEBEC BUREAU

**QUEBEC** – The common front, representing 475,000 public-sector workers in Quebec, is arguing in its new contract talks for a pay increase so its members stay in their jobs rather than take more lucrative posts in the private sector.

Gilles Dussault, representing 265,000 teachers, civil servants and other public-sector employees in the Secrétariat intersyndical des services publics, said the workers are asking for “the means to do their jobs.”

They are seeking a two-per-cent annual cost-of-living adjustment, plus 1.75 per cent toward closing the gap with the private sector. That comes to 3.75 per cent annually, or 11.25 per cent over the three-year contract.

They also want the government to adopt a law setting out a framework

for work-family balance for all working people in the province, and they want pension improvements.

Claude Carbonneau, whose Confédération des syndicats nationaux represents 160,000 common-front employees, largely in the health sector, said the common front accounts for 15 per cent of Quebec’s workforce, and 74 per cent of them are women.

According to the government’s Institut de la statistique du Québec, public-sector employees on average earn 7.7-per-cent less than private-sector employees doing similar jobs.

The average public-sector employee in Quebec earns \$36,000 a year.

Michel Arsenault, whose Quebec Federation of Labour, with 50,000 public-sector members, is the junior partner in the common front, noted with surprise the support of La Presse editorial writer André Pratte.

“Since Quebecers choose to use more public services, they should

agree to pay decently the people who offer them,” Pratte wrote yesterday, warning the government not to impose a wage settlement, as it did in 2005.

Arsenault said the imposed five-year settlement offered a two-year pay freeze, followed by three annual two-per-cent increases, while many in the private sector were getting three-per-cent annual increases.

At a June meeting, he added, Treasury Board President Monique Gagnon-Tremblay indicated she wants a negotiated settlement by March 31, when the decreed settlement expires.

The leaders spoke to an outdoor rally of about 500 union members before the contract demands were delivered to the Quebec Treasury Board.

[kdougherty@thegazette.canwest.com](mailto:kdougherty@thegazette.canwest.com)

